

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN BIEN COMMUNAL PRIVÉ

ENTRE

La commune de Lézignan-Corbières, située 42 Cours de la république – 11 200 Lézignan-Corbières, représentée par son maire, Monsieur Gérard FORCADA, agissant en vertu de la délibération n° ... du ... 2025

Et

L'association diocésaine CARCASSONNE et NARBONNE représentée par M. Marian FRUNZA, curé de la paroisse de ST-RÉGIS EN LÉZIGNANAIS, domicilié au Presbytère de Saint-Félix, situé 1, rue Ampère à LÉZIGNAN-CORBIÈRES ci-après dénommé(e) "la bénéficiaire",

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La commune met à disposition de la bénéficiaire, à titre précaire et révocable, le bien communal situé 9, rue Jean-Jacques ROUSSEAU à LÉZIGNAN-CORBIÈRES, cadastré AD 74, d'une superficie de 95 m² appartenant à son domaine privé, conformément aux dispositions des articles L. 2241-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

Cette mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans, à compter du 1^{er} octobre 2025, et pourra être renouvelée par décision expresse de la commune.

ARTICLE 3 – UTILISATION DU BIEN COMMUNAL

La bénéficiaire s'engage à utiliser le bien exclusivement pour l'entreposage et le rangement des objets nécessaires à l'organisation et au déroulement du culte, conformément aux termes de la présente convention et dans le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – NATURE DE LA MISE À DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie par la commune à titre gratuit.

La bénéficiaire reconnaît que la présente mise à disposition ne lui confère aucun droit réel sur le bien et qu'elle est consentie à titre personnel et non transférable. Toute cession ou sous-location est strictement interdite.

ARTICLE 5 – ÉTATS DES LIEUX

Les parties s'entendent pour établir un état des lieux du local afin d'en consigner les caractéristiques à la remise des clés et à la restitution de celles-ci.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ DE LA BÉNÉFICIAIRE

La bénéficiaire est tenu d'assurer l'entretien courant du bien et de le restituer à la commune dans l'état où il se trouvait à la date de prise de possession, sauf usure normale. Toute dégradation constatée sera à la charge de la bénéficiaire.

La bénéficiaire doit assurer le bien durant la durée de toute la convention et présenter à la commune une attestation d'assurance comprenant la garantie de responsabilité civile.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La commune se réserve le droit de résilier la présente convention en cas de non-respect par la bénéficiaire de ses obligations contractuelles, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de trois mois.

La commune peut également mettre fin à la convention pour un motif d'intérêt général et après information de la bénéficiaire dans un délai raisonnable.

La bénéficiaire est libre de résilier la convention à tout moment, après avoir informé la commune de sa décision.

La résiliation de la convention par les parties se fait par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, celles-ci chercheront un moyen amiable de le régler.

À défaut de trouver une solution au litige, un recours juridictionnel devant le tribunal administratif de Montpellier pourra être introduit.

Fait à Lézignan-Corbières, le .../.../2025

Pour la commune,

Le Maire, Gérard FORCADA

Pour l'association diocésaine
CARCASSONNE ET NARBONNE,
M. Marian FRUNZA